



S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS



1^{ER} MAI 2014

POUR UNE EUROPE DE L'EMPLOI, DE LA JUSTICE SOCIALE ET DE L'ESPOIR

Le 1^{er} mai, journée mondiale des travailleurs, est l'occasion de rappeler les valeurs de solidarité et de justice du syndicalisme qui ont fait progresser leurs droits fondamentaux. C'est aussi l'occasion de mesurer le chemin qu'il reste à parcourir. Dans bien des pays, voire des continents, beaucoup vivent encore sous le seuil de pauvreté, exercent leur activité dans des conditions dangereuses et pour un salaire qui ne leur permet pas de vivre dignement. En Europe, une crise sans précédent touche de très nombreux salariés qui subissent l'austérité de plein fouet. La France, avec plus de 3 millions de chômeurs, reste dans une situation préoccupante.

Mais le 1^{er} mai, c'est aussi un jour d'espoir et de revendications.

Il n'y a pas de fatalité à la crise que nous traversons, pas de raisons non plus de se résigner.

En France, l'UNSA et la CFDT œuvrent à faire appliquer les accords de sécurisation des parcours professionnels, à améliorer la formation et la vie au travail. Elles font le pari que le « Pacte de responsabilité et de solidarité » obligera les entreprises à s'engager sur l'emploi et les conditions de travail.

En Europe, tous les syndicats appellent l'Union à s'engager dans un plan d'investissement ambitieux. Ils veulent une nouvelle voie pour l'Europe, et proposent de consacrer 2% de la richesse produite en faveur d'une croissance durable, créatrice d'emplois de qualité, respectueuse de l'environnement. En ce 1^{er} mai, La CFDT et l'UNSA ont choisi de relayer ce message en France. Ensemble, nous voulons :

- une Europe plus innovante, qui investisse dans les emplois de demain,
- une Europe plus sociale, qui réduise les inégalités, la pauvreté et la précarité,
- une Europe plus démocratique, qui donne plus de place au Parlement, représentant des citoyens, et qui dialogue avec les syndicats de salariés.

Le 25 mai, les Françaises et les Français sont appelés à élire leurs représentants au Parlement européen. Ce dernier a le pouvoir d'orienter les politiques économiques, sociales et environnementales, il faut donc y élire des députés porteurs d'une Europe plus innovante, plus sociale, plus démocratique.

Sortir de l'euro, ou de l'Europe, renverrait inévitablement les pays membres à une concurrence économique dont les salariés seraient les premières victimes. L'Europe n'est pas leur ennemie. Elle est la solution, parce que dans la mondialisation nous avons besoin d'une puissance économique et démocratique à l'échelle d'un continent, redonnant espoir et confiance en l'avenir.

Ce que l'Europe apporte aux européens :

- la paix ;
- la libre circulation des personnes ;
- l'euro, une monnaie commune ;
- la santé et la sécurité au travail avec des normes contraignantes ;
- la lutte contre toute forme de discrimination, avec la législation la plus avancée du monde ;
- l'information et la consultation des salariés.